

**COMMUNIQUE DE PRESSE N0. 72/ 2011****Les sources alternatives de financement de l'Union africaine : Le Commissaire Maxwell M. Mkwezalamba rencontre S.E. Olusegun Obasanjo à Abeokuta, Nigéria.**

Addis Abeba, le 15 juillet 2011 – En ce qui peut être considéré comme un progrès majeur dans la quête de la Commission pour mobiliser un financement sûr, adéquat et prévisible pour les activités de l'Union africaine, le Commissaire des affaires économiques, le Dr Maxwell M. Mkwezalamba a rencontré M. Olusegun Obasanjo, ancien Président de la République Fédérale du Nigéria, à sa résidence à Abéokuta, dans l'Etat d'Ogun, au Nigéria le 5 juillet 2011. Le Commissaire a effectué ce voyage au Nigéria en tant qu'envoyé spécial du Dr.

Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine, pour présenter une lettre de nomination de l'ancien Président Obasanjo comme Président du Jury de Haut Niveau sur les sources alternatives de financement de l'Union africaine.

Il doit être rappelé que le Conseil exécutif, au cours de sa session ordinaire tenue en janvier 2011, a approuvé la proposition de la Commission de tenir les consultations sur les sources alternatives de financement par un jury de haut niveau d'éminentes personnalités dans le but de s'entretenir avec les Etats Membres et de retenir des propositions définitives pour cette question qui n'a que trop duré. Au cours du sommet de l'Union africaine qui vient de s'achever récemment à Malabo, l'Assemblée a réitéré cette décision et a demandé au Jury de finaliser son travail et de soumettre un rapport à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée en janvier 2012 à Addis Abeba. La nomination de l'ancien Président Obasanjo était un pas vers l'accomplissement des exigences relatives aux décisions ci-dessus mentionnées. M. Obasanjo a accueilli la nomination et a promis son soutien total aux efforts de l'Union.

Le Commissaire avait rencontré le Dr Salim Ahmed Salim, ancien Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité africaine, dans sa résidence à Dar es Salam, en Tanzanie, le 23 mai 2011 pour la même raison. Mme Luisa Dias Diogo, ancien Premier Ministre et Ministre des Finances de la République de Mozambique et membre du jury de haut niveau du Secrétaire général des Nations unies sur la durabilité globale et Représentant personnel du président de la République de Guinée équatoriale, Président de l'Union africaine, S.E. Obiang Nguema Mbasogo sont aussi retenus pour servir comme membres du Jury.

Après sa formation, l'on espère que le Jury tiendra sa session inaugurale de présentation à Addis Abeba au cours de la première semaine d'août 2011. Ensuite, les membres du Jury tiendront des consultations approfondies avec les Etats Membres et les Communautés économiques régionales (CER) sur cette question importante pendant les mois d'août, septembre et octobre 2011. Le Jury tiendra une réunion finale en novembre 2011 pour adopter son rapport avant sa présentation au Sommet en janvier 2012.

Il est désormais certains que les contributions des Etats Membres et des partenaires ne sont plus adéquats pour faire face aux besoins de financement croissants de l'Union. Les retards dans le paiement des contributions par les Etats Membres, ajoutés aux difficultés d'accès aux fonds des partenaires, par exemple, exercent de manière croissante un impact négatif sur le rythme de mise en œuvre des activités, des projets et des programmes de l'Union. Ces défis demandent une attention particulière et toutes les analyses techniques faites jusque là ont confirmé que les options identifiées comme alternatives au système actuel de financement, non seulement auront un impact significatif dans les recettes pour l'Union, mais également seront efficaces et équitables.

Ces options comprennent les taxes sur les importations, sur les billets d'avions et sur les polices d'assurance. Certaines de ces options sont déjà en cours d'application et se sont révélées concluantes dans certains Etats Membres et CER, comme les taxes sur les billets d'avion au Sénégal et les droits d'importation dans la Communauté des états de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). C'est le souhait de la Commission que cette question soit réglée pour de bon car l'inaction n'est plus une option si l'Union doit faire face à ses nombreux défis.